

## VOUS ÊTES VICTIME ? VOUS POUVEZ AGIR

Réagissez le plus vite possible.  
Ne laissez pas les violences s'installer ou s'aggraver.

**1 Faites savoir à l'agresseur que son comportement est inacceptable et illégal** et que vous connaissez vos droits. Laissez des traces écrites.

### 2 Consultez des professionnel-le-s :

- › Un médecin : faites-vous délivrer un certificat médical attestant de la dégradation de votre santé mentale et/ou physique.
- › La médecine du travail ou de prévention.
- › Les représentant-e-s du personnel (syndicat, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).
- › Une association spécialisée.

### 3 Constituez votre dossier :

- › Rédigez un récit rassemblant les faits de manière détaillée (gestes et propos de l'agresseur, vos réactions et ressentis, les conséquences des violences sur votre vie...).
- › Essayez de recueillir les témoignages d'autres victimes, de témoins, de membres de votre entourage auxquels vous vous êtes confiée ou qui ont constaté les conséquences des violences sur votre quotidien, votre état de santé...



**CONTACTS UTILES** Des instances spécialisées sont gratuitement à votre disposition.

### POUR ÊTRE ÉCOUTÉE ET ACCOMPAGNÉE DANS VOS DÉMARCHES

**ASSOCIATION EUROPÉENNE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU TRAVAIL : 01 45 84 24 24**

Accueil, écoute, accompagnement et intervention auprès des victimes de violences sexistes et sexuelles au travail dans leurs différentes démarches et procédures judiciaires. [contact@avff.org](mailto:contact@avff.org) • [www.avff.org](http://www.avff.org)

**VIOLS FEMMES INFORMATIONS : 0800 05 95 95**

du lun au vend de 10h à 19h, gratuit depuis un poste fixe  
**CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES - CIDFF 93**

Accueil, écoute, information sur les droits. Aide aux victimes. Informations juridiques gratuites et confidentielles. Du lun au vend (sur RDV). Permanences dans tout le département • 1 rue Pierre Curie, 93120 La Courneuve 01 48 36 99 02 • <http://seinesaintdenis.cidff.info/>

### SOS VICTIMES 93

Accueil, écoute, information sur les droits et les procédures, soutien psychologique. Du lun au vend sur RV de 9h à 12h et 13h à 17h30 au 01 41 60 19 60 • Du lun au vend sans RV de 13h à 17h30 au Tribunal de grande instance de Bobigny.

### CENTRE DE PSYCHOTRAUMATOLOGIE

Prise en charge psychologique des victimes (agréé par la sécurité sociale)

Plusieurs permanences dans le département • 01 43 80 44 40 (sur RDV)

**ORDRE DES AVOCATS** • Maison de l'avocat et du droit 11-13 rue de l'Indépendance, 93000 Bobigny • 01 41 60 80 88

### ORGANISATIONS SYNDICALES

Bourse du travail 1 place de la libération, 93016 Bobigny  
• Union départementale CFTC 93 • 01 48 96 35 47  
• Union départementale CFDT 93 • 01 48 96 35 05  
• Union départementale CGT93 • 01 48 96 36 37  
• Union départementale CFE-CGC 93 • 01 48 32 44 25  
• Union départementale FO 93 • 01 48 96 35 35

**PERMANENCES DES DELEGUE-E-S DU DEFENSEUR DES DROITS** compétent-e-s en matière de discriminations :  
Liste des permanences : [www.defenseurdesdroits.fr/office/93](http://www.defenseurdesdroits.fr/office/93)

### POUR ENGAGER UNE PROCÉDURE

**INSPECTION DU TRAVAIL / UT DIRECCTE 93**

1 Av Youri Gagarine 93016 Bobigny cedex • 01 41 60 53 00  
Orientation vers la section compétente  
Lun au vend de 8h30 à 17h

### TRIBUNAL ADMINISTRATIF

<http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>  
7 rue Catherine-Puig 93100 Montreuil • 01 49 20 20 99



# VIOLENCES ET HARCÈLEMENT AU TRAVAIL

VIOLENCES SEXISTES  
AGRESSIONS SEXUELLES  
HARCÈLEMENT SEXUEL

Femmes victimes de violences et de harcèlement au travail, la loi vous protège

Des professionnel-le-s vous écoutent et vous accompagnent

**VIOLENCES CONTRE LES FEMMES**  
**LA LOI VOUS PROTÈGE**

VIOLENCES FEMMES INFO  
APPELEZ LE  
**3919\***

\*Appel anonyme et gratuit

[stop-harcelement-sexuel.gouv.fr](http://stop-harcelement-sexuel.gouv.fr)

seine saint denis  
LE DÉPARTEMENT

## COMMENT SE PASSENT VOS RELATIONS DE TRAVAIL ?

- › Vous subissez des injures sexistes, des propos, des gestes ou des comportements à connotation sexuelle, obscènes ou exhibitionnistes.
- › Vous travaillez dans un environnement sexiste, vous êtes confrontée à des affiches pornographiques.
- › Vous recevez des messages sexuels malgré votre demande que cela s'arrête.
- › Un employeur a exigé une relation sexuelle en échange d'une embauche ou d'une promotion.
- › Vous avez subi une agression sexuelle, un viol et/ou une tentative d'agression sexuelle, de viol.

**SI VOUS VIVEZ UNE OU PLUSIEURS DE CES SITUATIONS, QUE CES ACTES SOIENT COMMIS PAR VOTRE EMPLOYEUR ET/OU UN COLLÈGUE, VOUS ÊTES VICTIME DE VIOLENCES AU TRAVAIL.**

**CES COMPORTEMENTS SONT INTERDITS PAR LA LOI. LE CODE PÉNAL SANCTIONNE L'INJURE SEXISTE, LE HARCÈLEMENT SEXUEL, L'AGRESSION SEXUELLE, LE VIOL.**

**Vous n'êtes pas responsable des violences. Il faut en parler, à vos proches, à vos collègues, aux représentant-e-s du personnel, à une association. Briser le silence vous permettra ne pas rester seule, d'être aidée et de vous protéger. Des professionnel-le-s sont là pour vous accompagner.**

## FAITES VALOIR VOS DROITS !

Avant toute décision, prenez le temps de la réflexion, faites-vous conseiller et accompagner. Des solutions existent pour en sortir.

Deux procédures complémentaires sont possibles :

- Une procédure vis-à-vis de votre employeur.
- Une procédure pénale contre votre agresseur.



### LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

#### Vous êtes employeur ?

Vous avez des obligations :

- Assurer la prévention du harcèlement et sanctionner les agresseurs.
- Assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de vos salarié-e-s.

Des outils de prévention sont téléchargeables sur :

[stop-harcelement-sexuel.gouv.fr](http://stop-harcelement-sexuel.gouv.fr)

### VOS DROITS À L'ASSURANCE CHÔMAGE

La rupture de votre contrat, par démission contrainte ou rupture aux torts de l'employeur ne vous prive pas des droits à l'assurance chômage **à la condition que vous ayez porté plainte.**

## VOUS ÊTES SALARIÉE DU SECTEUR PRIVÉ

Vous travaillez dans une entreprise ou une association.

**1 Saisissez votre employeur** par lettre recommandée avec accusé de réception, même s'il est lui-même l'agresseur. Informez-le précisément des faits dont vous êtes victime et de vos attentes et rappelez-lui ses obligations.

**2 Saisissez l'Inspection du Travail** qui contrôle l'application du droit du travail dans les entreprises. Elle peut mener une enquête dans l'entreprise en toute confidentialité, intervenir auprès de la direction et signaler les faits pour que la justice engage une procédure pénale.

**3 Saisissez le Conseil de prud'hommes**, chargé des litiges entre employeurs et salariés. Il peut prononcer un jugement en votre faveur et le versement de dommages et intérêts.

#### CONSEIL DE PRUD'HOMMES

1-13 Rue Michel de l'Hôpital, 93000 Bobigny  
01 48 96 22 22



### SI VOUS SOUHAITEZ ENGAGER UNE PROCÉDURE PÉNALE CONTRE VOTRE AGRESSEUR

**1. Portez plainte.** Vous pouvez vous rendre au commissariat ou à la gendarmerie les plus proches ou écrire au Procureur de la République.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE** • 173 avenue Paul Vaillant Couturier, 93008 Bobigny cedex

**2. En cas de difficultés** (plainte classée sans suite, ressources insuffisantes pour mener la procédure judiciaire), les associations spécialisées vous accompagneront dans vos démarches (information, demande d'aide juridictionnelle...).

## VOUS ÊTES AGENTE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Vous êtes fonctionnaire ou contractuelle.

**1 Saisissez votre responsable hiérarchique** par lettre recommandée avec accusé de réception pour l'informer des faits dont vous êtes victime en décrivant précisément les agissements subis. S'il est l'agresseur, vous devez saisir sa hiérarchie.

**2 Demandez la « protection fonctionnelle »** à votre hiérarchie par lettre recommandée avec accusé de réception en relatant précisément les violences. L'administration est tenue de protéger les agents contre les violences et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en résulte. Dans ce cadre, vous pouvez demander une assistance pour trouver un-e avocat-e et une contribution au paiement de ses honoraires. L'administration peut mettre en place une enquête administrative, des mesures de protection et édicter des sanctions disciplinaires à l'encontre de l'agresseur.

**3 En cas de désaccord avec l'administration, vous pouvez déposer un recours auprès du tribunal administratif** notamment pour :

- Faire reconnaître les violences ;
- Contester un refus d'accorder la protection fonctionnelle ;
- Contester toute mesure discriminatoire à votre encontre, notamment une mutation.

## HARCÈLEMENT SEXUEL : QUE DIT LA LOI ?

Le harcèlement sexuel, ce sont :

- Des comportements répétés à connotation sexuelle, dégradants ou humiliants, qui portent atteinte à votre dignité, ou qui créent une situation intimidante, hostile ou offensante.

*Par exemple, si on vous impose à plusieurs reprises des propos ou des gestes sexistes ou obscènes ou si vous êtes régulièrement importunée par des messages sexuels malgré votre demande de cesser.*

- Un acte de pression grave, même non répété, dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte sexuel, est assimilé au harcèlement sexuel.

*Par exemple, si un employeur exige une relation sexuelle en échange d'une embauche.*



**Si vous dénoncez le fait d'avoir été victime de harcèlement sexuel, vous êtes protégée.** La loi interdit les discriminations (mutation, sanctions, licenciement, etc.) liées au fait d'avoir subi, d'avoir refusé de subir ou témoigné de faits de harcèlement sexuel. Si vous êtes en période de formation ou en stage, vous êtes également protégée.

**Vous avez le droit d'enregistrer l'agresseur à son insu si c'est pour prouver qu'il commet une infraction pénale.**

### EN CAS D'AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOL

- Appelez un numéro d'urgence :  
**Police secours 17**  
**Urgences médicales 15**
- Portez plainte
- Consultez un médecin pour être examinée et bénéficier d'un certificat médical.